

05877157

CABINET NAIM

**Société à responsabilité limitée
au capital de 10.000 Euros
Siège social : 72, avenue de Wagram - PARIS 17^{ème}
R.C.S. PARIS B 484 262 597**

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 DECEMBRE 2007

L'an deux sept, le 30 décembre à 10 heures, les associés de la société CABINET NAIM, société à responsabilité limitée, au capital de 10.000 Euros, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sur convocation de la gérance, au siège social.

Sont présents :

- . Laurent NAIM, propriétaire de 899 parts,
- . Diane MAEDER - BEHAR, née STEINMETZ, propriétaire de 100 parts,
- . Jean Pierre NAÏM, propriétaire de 1 part.

RECEVU
Commerce de Paris
I M R
21 FEV. 2008

L'assemblée est présidée par Monsieur Laurent NAÏM, gérant.

Monsieur le Président constate que tous les associés sont présents et qu'en conséquence l'assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

N° DE DÉPOT
16925

Monsieur le Président déclare que l'assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Transfert du siège social
- Augmentation du capital social par incorporation de réserves,
- Modification du nom de la société,
- Questions diverses.

Diverses observations sont échangées et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale décide de transférer le siège social au 92 rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris, à compter du 30 décembre 2007.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Handwritten signatures and initials: a checkmark, 'JRV', and '003'.

DEUXIEME RESOLUTION

Comme conséquence de la précédente résolution, l'article 4 des statuts est modifié comme suit :

Le siège social est fixé à Paris au 92 rue Jouffroy d'Abbans – 75017
Le reste de l'article inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, à compter du 30 décembre 2007, d'augmenter le capital social pour le porter de 10.000 € à 50.000 € par incorporation de réserves.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Comme conséquence de la précédente résolution, l'article 8 des statuts est modifié comme suit :

Suite à la décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 décembre 2007 d'augmenter le capital pour le porter de 10.000 € à 50.000 € par incorporation de réserves, le capital social est fixé à la somme de 50.000 € (cinquante mille euros).

Il est divisé en 1.000. parts de 50 euros chacune, entièrement libérées.

Le reste de l'article inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, à compter du 30 décembre 2007, de modifier le nom de la société en NS Associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Comme conséquence de la précédente résolution, l'article 2 des statuts est modifié comme suit :

La dénomination est : NS Associés

W *Jm* *DD*

Le reste de l'article inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au gérant pour effectuer ou faire effectuer les formalités de publicité afférentes aux résolutions qui précèdent.

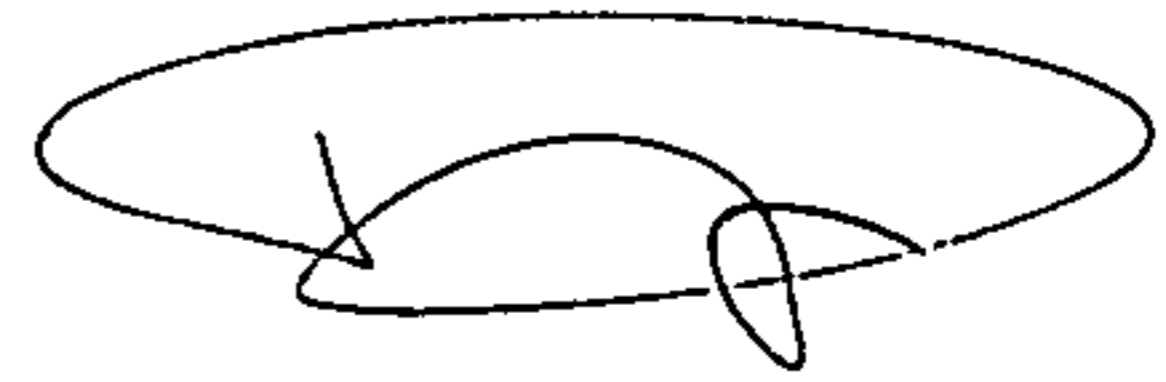
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Les associées ont signé le présent procès-verbal.

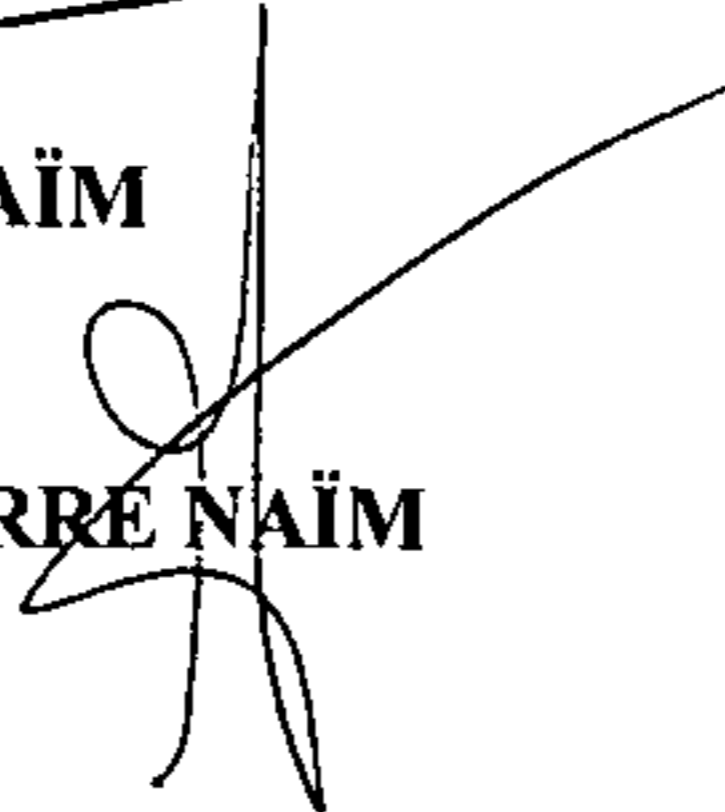


Monsieur Laurent NAÏM



Madame Diane MAEDER - BEHAR

Monsieur JEAN PIERRE NAÏM



Enregistré à : SIE DE PARIS 17EME LES BATIGNOLLES

Le 31/01/2008 Bordereau n°2008/107 Case n°5

Ext 944

Enregistrement : 375 €

Pénalités : 38 €

Total liquidé : quatre cent treize euros

Montant reçu : quatre cent treize euros

L'Agent

Guillaume BOGAERT
Agent des Impôts



NS ASSOCIES
SARL Au capital de 50.000 €
92, rue Jouffroy D'Abbans - 75017 PARIS

CERTIFIE CONFORME LE 30 DECEMBRE 2007 : Le Gérant, Laurent NAIM



Les soussignés

- Monsieur Laurent NAÏM, née le 7 juin 1972 à Paris 14^{ème} de nationalité française, demeurant au 1 avenue Alphonse XIII - 75016 Paris, inscrit à l'Ordre des expert comptables sous le numéro 14-00066150, époux de Madame Marine NAÏM, née CACHAN le 25 novembre 1977 à Paris 14^{ème} avec laquelle il s'est marié le 26 juin 1996 sous le régime de la séparation de biens avec un contrat préalable à leur union passé en l'étude de Maître BENHAMOU notaire à Paris 8^{ème}
- Monsieur Jean Pierre NAÏM, né le 9 septembre 1941 à Tunis en Tunisie de nationalité française, demeurant au 199 Boulevard Malesherbes - 75017 Paris, inscrit à l'ordre des expert comptable sous le numéro 5809101, époux de Madame Hélène NAÏM, née ATTIAS le 27 octobre 1948 à Tunis en Tunisie, mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les articles L223-1 et suivants du code de commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : NS Associés

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à Paris au 92 rue Jouffroy d'Abbans - 75017

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

APPORTS EN NUMERAIRE

- M. Laurent NAÏM apporte à la société une somme en espèces de 9.990 € (neuf mille neuf cent quatre vingt dix euros) correspondant à 999 parts d'un montant de 10 euros chacune
- M. Jean Pierre NAÏM apporte à la société une somme en espèces de 10 € (dix euros) correspondant à 1 part d'un montant de 10 euros chacune

Cette somme de 10.000 euros a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque BARCLAYS GEORGES V. Elle pourra être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le Capital social est fixé à 10.000 €.

Suite à la cession, en date du 15 janvier 2006, de 100 parts de Monsieur Laurent NAIM au profit de Madame Diane MAEDER - BEHAR, née STEINMETZ le 21 juin 1973 à Boulogne Billancourt, mariée sous le régime de la séparation des biens le 14 juin 2001 à Mathieu MAEDER - BEHAR, né le 28 juillet 1975 à Nantes,

Suite à la décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 décembre 2007 d'augmenter le capital pour le porter de 10.000 € à 50.000 € (cinquante) par incorporation de réserves, le capital social est fixé à la somme de 50.000 € (cinquante mille euros).

Il est divisé en 1.000 parts de 50 euros chacune, entièrement libérées.

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

à M.Laurent NAÏM : 899 parts sociales, numérotées . 1 à 899 inclus, soit	899 parts
à Madame Diane MAEDER - BEHAR : 100 parts sociales, numérotées 900 à 999 inclus, soit	100 parts
à M. Jean Pierre NAÏM : 1.part sociales, numérotées 1.000. à 1.000 inclus, soit	1 part
Total du nombre de parts sociales composant le capital social	1.000 parts

Soit, mille parts

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs, et sont libérées selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

Article 10 - Transmission des parts

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 223-28 du code de commerce.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2006.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 19 - Nomination du (ou des) premiers(s) gérants(s) et (éventuellement) des premiers commissaires aux comptes

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée est Monsieur Laurent NAÏM, née le 7 juin 1972 à Paris 14^{ème} de nationalité Française, demeurant au 1, avenue Alphonse XIII -75016 Paris.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales. Monsieur Laurent NAÏM déclare accepter cette nomination.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés depuis le à l'adresse prévue du siège social.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. M (l'un des fondateurs ou premiers associés) est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2005

En 7 exemplaires originaux